

RESUME DE LA THESE :

**LA POLITIQUE CULTURELLE ITALIENNE :
ETUDE SOCIOLOGIQUE ET HISTORIQUE DE L'INVENTION
D'UNE POLITIQUE PUBLIQUE
(1861-2002)**

L'ambition de la thèse, dirigée par Marc Lazar, est de montrer la pertinence de l'étude des conditions d'émergence de la politique culturelle en Italie pour mieux saisir le processus de construction de l'État-nation italien, de l'Unité jusqu'à nos jours.

Cette thèse entend également contribuer à une meilleure connaissance de la grammaire du changement des politiques publiques italiennes en analysant la manière dont la politique culturelle a été successivement conçue, traduite en catégorie d'intervention publique et utilisée au long de l'histoire italienne.

La thèse est née des controverses entourant l'institution d'un ministère de la culture en Italie au milieu des années 1990, ministère « politique » qui devait se substituer au ministère « technique » institué en 1975 : l'émotion et les clivages suscités par ce projet renvoient à des lectures concurrentes de l'histoire politique et administrative de l'Italie marquée par l'épisode fasciste et le souvenir du Minculpop. Ce travail reconstitue et analyse les mobilisations, les représentations des acteurs et les négociations qui aboutissent à l'invention d'un « répertoire d'action » légitime. Il étudie le processus qui aboutit à la formulation d'une politique publique de la culture en Italie et à l'institution d'un ministère ainsi que les différentes dynamiques qui y concourent : les variables politiques, les configurations d'acteurs, les conflits d'intérêts. Il s'est agi de comprendre comment l'action publique se construit, de quelle manière les mobilisations d'acteurs la déterminent, et quelles ressources - politiques et juridiques - sont alors utilisées.

La démarche de la thèse est fondée à la fois sur l'histoire et les acquis de l'analyse des politiques publiques. Pour réaliser ce programme, l'enquête de terrain menée repose sur deux types de matériaux : d'une part, un travail d'entretiens auprès des protagonistes de la réforme de la politique culturelle (les personnels politiques - des ministres, premier ministre, des parlementaires, directeurs de cabinet, etc.), avec les personnels administratifs et les personnels spécialisés du secteur pour identifier les clivages suscités par les réformes ; d'autre part, un travail de dépouillement des débats parlementaires et d'archives inexploitées, notamment celles du Conseil national des Biens culturels, des productions des partis politiques italiens et des associations de la société civile, comme « Italia Nostra ». Ces archives ont permis de saisir les stratégies concurrentes des différents acteurs engagés dans le travail continu de définition de ce que devrait être la politique culturelle en Italie.

Ce travail de recherche contribue à une sociologie de l'Etat italien pour trois raisons principales :

L'étude de la PC propose un éclairage neuf sur la compréhension du processus d'étatisation en Italie et sur les conditions d'établissement d'une collectivité nationale de l'Unité à nos jours.

Cet objet permet de travailler sur la construction des identités institutionnelles en considérant les stratégies d'acteurs au sein des administrations publiques italiennes, des acteurs en compétition pour l'imposition d'une définition légitime de l'institution culturelle. La concurrence entre diverses conceptions de la politique culturelle au sein desquelles la nature et le rôle des institutions demeurent variés alimente tout au long de l'histoire italienne la tension entre tradition et modernité que la réforme ministérielle a cristallisée.

La thèse contribue à l'analyse du changement dans le champ des politiques publiques en mettant à jour les variables qui expliquent pourquoi la réforme a finalement lieu, afin de revenir sur la pertinence postulée des analyses en termes de « sentier de dépendance. »

L'analyse des dynamiques du changement institutionnel de la politique culturelle a renouvelé la manière dont l'étude avait jusqu'alors été menée en Italie : il a été possible de saisir et de comprendre le processus inachevé de la construction nationale de l'Italie, ainsi que la permanence de la question de l'identité italienne de l'Unité jusqu'à aujourd'hui. En ce sens, il est apparu judicieux de postuler l'existence d'une politique culturelle en Italie, plus ou moins énoncée et affirmée en tant que telle, en fonction des époques et des opportunités politiques, qu'elles soient fonction des coalitions d'intérêt ou des représentations que la société est disposée à prêter à la culture.

Le processus d'institutionnalisation de l'intervention culturelle revendiquée par l'État italien a constitué le fil directeur pour évaluer la nature exacte du monopole acquis par l'État et montrer à quels bricolages institutionnels – eux-mêmes révélateurs de négociations relatives au rôle de l'action culturelle – correspond l'histoire de la politique publique de la culture en Italie. L'analyse du processus historique de construction sociale de l'intervention des autorités publiques dans le secteur culturel et l'étude de la nature et des modalités de l'intervention publique d'État ont été le vecteur approprié d'une telle étude dont l'intention est double : d'une part, démontrer qu'il est effectivement possible de mener une étude de la politique culturelle italienne en dépit - voire « à cause » - des réticences à l'admettre ; d'autre part, souligner la portée heuristique de l'analyse dont l'enjeu dépasse le seul secteur culturel en renvoyant au processus de construction d'un État central légitime, à l'administration italienne et à ses rapports avec le pouvoir politique, ainsi qu'aux significations fondamentales du couple culture/politique en Italie. La question de l'action culturelle difficilement assumée par l'État italien représente ainsi un moteur de l'histoire nationale, un miroir de la manière dont l'identité italienne est envisagée. L'étude des mobilisations témoigne de la virulence et de la permanence de l'affrontement Centre-périphérie.

À travers l'étude de la construction de la politique culturelle en Italie, il s'est donc avéré possible de saisir autrement les avatars de son développement politique. L'étude des configurations administratives et des négociations autour de la politique culturelle a en effet servi de révélateur des représentations collectives, de l'évolution des réflexions – même par défaut – sur l'identité italienne, ainsi que des négociations entre l'État et la société civile en vue d'établir la pérennité d'une forme de gouvernement unitaire.